

Unité départementale de la Moselle
POLYgone - bâtiment A
5 rue Hinzelin
CS 50551
57009 Metz Cedex

Metz, le 15/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GAZELENERGIE GENERATION

ZI Saint Avold Nord
BP 80079
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_GAZELENERGIE_2025-03-03_RAPVI_Cessation-partie3.1Sud_NDS_01187
Code AIOT : 0006207853

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2025 dans l'établissement GAZELENERGIE GENERATION implanté Centrale Emile Huchet - ZI Saint Avold Nord BP 80079 57500 Saint-Avold. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport vaut procès-verbal de réalisation des travaux relatifs à la cessation d'activité de la "partie 3.1 Sud" du site de la centrale Émile Huchet exploitée par GazelEnergie Génération (Cf. plans en annexe).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZELENERGIE GENERATION
- Centrale Emile Huchet - ZI Saint Avold Nord BP 80079 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006207853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site de la centrale Émile Huchet accueille depuis 1952 une centrale de production électrique thermique. La partie 3.1 Sud, objet de la cessation partielle d'activités, est implantée sur les bords de la commune de Porcelette et accueillait l'ancien parc à mâchefers.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Mesures de gestion	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-39-3, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)	Prescriptions complémentaires	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification de la cessation partielle d'activités	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R512-39-1, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)	Sans objet
2	Usage futur	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R512-39-2, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)	Sans objet
3	Remise en état	Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-39-1, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de la visite du 3 mars 2025 montrent que :

- l'exploitant a procédé aux opérations de mise en sécurité de la partie 3.1 Sud du site ;
- la partie 3.1 Sud du site a été remise en état en vue d'un usage industriel tel que prévu par les articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement ;
- les mesures de gestion ont été mises en œuvre sur la partie 3.1 Sud pour garantir la compatibilité dans le temps de l'état des milieux avec l'usage industriel retenu.

Le présent rapport vaut procès-verbal de récolement de la réalisation des travaux sur la partie 3.1

Sud du site tel que prévu à l'article R.512-39-3 III du code de l'environnement. Il est établi sur la base des éléments connus de l'administration lors de sa rédaction. Il ne vaut pas quitus. La responsabilité de l'exploitant demeure entière en cas d'atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. En particulier, des prescriptions visant à surveiller l'environnement autour du site pourront toujours être engagées à l'encontre de l'exploitant, même après établissement de ce procès-verbal.

En application des dispositions de l'article R.512-39-3-III du code de l'environnement, un exemplaire du présent procès-verbal doit être adressé à l'exploitant (également propriétaire du terrain) et au maire de la commune de Porcelette et à la communauté d'agglomération de Saint-Avoid Synergie (CASAS).

Un projet d'arrêté préfectoral sera proposé ultérieurement au préfet pour prescrire les restrictions d'usages proposées par l'exploitant pour les terrains de la partie 3.1 Sud.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de la cessation partielle d'activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2022, article R512-39-1, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activités
Prescription contrôlée : " [...] I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R.512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. [...] II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. [...]"
Constats : L'exploitant a notifié par courrier du 18 décembre 2014, l'arrêt partiel des activités du site de la centrale Émile Huchet. Dans le présent rapport, la cessation partielle d'activité se limite à la zone 3.1 formant la zone Sud de la partie 3 (cf. localisation en annexe) située sur la parcelle suivante : <ul style="list-style-type: none">• Commune de Porcelette - Section 35 - Parcelle N°16 La partie 3.1 Sud servait de « Parc à mâchefers ». Sa superficie est d'environ 69 500 m ² . Cette zone fait partie du périmètre de la cessation partielle d'activités notifiée par le courrier du 18 décembre 2014 susmentionné.

La cessation partielle se limite à la zone 3.1 Sud en vue de l'installation future du projet de station de traitement des effluents aqueux. L'autre zone située au nord des anciennes tranches fait encore partie de la zone d'exploitation du parc à cendres (zone C) sur laquelle sont encore stockés et exploités des cendres de foyer (mâchefers) résidus de l'exploitation de la Tranche 6. Lors de la visite de récolement de la partie 3.1 Sud du 3 mars 2025, l'inspection des installations classées constate la mise en sécurité et notamment :

- l'évacuation des mâchefers ;
- le site de la centrale Émile Huchet est entièrement clôturé ;
- l'accès est sécurisé par un passage obligatoire au poste de garde de la société GazelEnergie ouvert 24 heures sur 24.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2022, article R512-39-2, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activités

Prescription contrôlée :

"[...]

I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R.512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.

III. À défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.

"[...]"

Constats :

L'exploitant est propriétaire du terrain concerné par la procédure de cessation partielle d'activité (partie 3.1 Sud).

La copie des courriers de demande d'avis sur l'usage futur à la commune de Porcelette et à la communauté d'agglomération de Saint-Avoid Synergie (CASAS) datés du 11 août 2021 et celle d'un courrier daté du 30 août 2021 de la CASAS qui donne son accord de principe sur un futur usage industriel pour l'ensemble des anciennes tranches 3 à 5 sont présentes au dossier de

cessation. L'avis de la commune de Porcelette est réputé favorable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-39-1, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)

Thème(s) : Autre, Cessation d'activités

Prescription contrôlée :

"[...] III.- En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. [...]"

Constats :

Les études prises en compte dans le cadre de la cessation partielle d'activités se limitent à la partie 3.1 Sud du site de la centrale Émile Huchet qui a pour projet d'accueillir la station de traitement des effluents aqueux industriels de la société EP France développement.

L'exploitant a transmis au préfet plusieurs études précisant les mesures adoptées afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Il s'agit en particulier des rapports :

- Étude historique, documentaire et de vulnérabilité (INFO) - 5 zones Rapport du 11 août 2021 (référéncé CESICE210836 / RESICE12518-03) ;
- Diagnostic environnemental du milieu souterrain et plan de gestion - Partie 3 daté du 28 octobre 2021 (référéncé CESICE210836 / RESICE13122-02) ;
- Pollution des eaux souterraines par les COHV - Synthèse hydrogéologique, GINGER BURGEAP, daté du 17 novembre 2021, (CESICE 212628 / RESICE 13452-02). Il est noté la présence en aval hydraulique du site d'un impact en COHV dont les sources sont extérieures à la partie 3.

Il ressort de ces rapports que les investigations sur les sols et les gaz du sol réalisées sur plusieurs diagnostics ont montré :

- pour les sols : aucune zone de pollution concentrée n'est identifiée ;
- pour les gaz du sol : présence de traces de COHV, BTEX et d'hydrocarbures.

En l'absence de sources concentrées au droit de la zone et au regard de l'analyse des risques résiduels prédictive du 28 octobre 2021 sur l'ensemble de la partie 3.1 Sud, l'état du site est jugé compatible avec l'usage envisagé. Aucune mesure de dépollution du sol/sous-sol et aucun seuil de réhabilitation n'est proposé.

Lors de la visite de récolement de la partie 3.1 Sud du 3 mars 2025, l'inspection des installation classées constate la remise en état du site, et notamment l'absence de traces visibles de pollution.

La mise en sécurité ainsi que la remise en état du site ont été réalisées en vue d'un usage futur de type industriel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de gestion

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/05/2022, article R.512-39-3, version en vigueur avant le 01 juin 2022 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : "[...] I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment : 1. Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; 2. Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ; 3. En cas de besoin, la surveillance à exercer ; 4. Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage. [...]"
Constats : La surveillance de la qualité des eaux souterraines est réalisée par GazelEnergie Génération dans le cadre de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT-BEPE-140 du 05 juillet 2018. Elle est maintenue dans le cadre de l'exploitation de la tranche 6. Liste des mesures de gestion et restrictions d'usage à mettre en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> • Absence de plantation de jardins potagers ou d'arbres fruitiers/ d'élevages d'animaux sur les sols en place ; • Absence d'infiltration des eaux sans étude préalable ; • Absence d'usage des eaux souterraines sans étude préalable ; • Gestion appropriée des déblais en cas de travaux de terrassement ; • Conservation des ouvrages de prélèvements (piézomètres, piézairs) en bon état et libre accès pour prélèvements • Poursuite du suivi de la qualité des eaux de la nappe. En application R. 512-39-4 du code l'environnement, un projet d'arrêté préfectoral sera ultérieurement proposé au préfet pour imposer les restrictions d'usage proposées par l'exploitant pour la partie 3.1 Sud. Au regard des justificatifs fournis (cf. points de contrôle 3 et 4), l'inspection des installations classées considère que le site a été placé dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permet un usage futur de type industriel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 3 mois